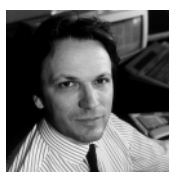


# «Les grands groupes financiers rechercheront un équilibre entre Singapour et Hong-kong»

Alain Kokocinski  
Responsable  
de la zone  
Asie Pacifique  
(hors Japon)  
Banque Paribas



Les perspectives de croissance de la zone Asie sont moins élevées que par le passé. Les systèmes bancaires sont souvent fragiles. Toutefois, et en dépit de la rétrocession de Hong-kong, la région conserve des opportunités pour les établissements financiers étrangers.

— Quelles sont selon vous les perspectives de croissance des pays de la zone asiatique ?

**Alain Kokocinski** – Elles sont moins bonnes qu'elles ne l'ont été ces trois dernières années. Trois principales raisons expliquent ce changement :

- il est plus aisé de trouver 50 dollars d'investissements directs pour financer une croissance de 10 % sur un revenu par habitant de 500 dollars que lorsque celui-ci atteint 2 500 dollars ;
- les problèmes fondamentaux ne se corrigent pas ou très lentement. Les embouteillages gigantesques de Bangkok rendent le développement économique de la ville extrêmement difficile. Ici comme à Manille, qui connaît les mêmes difficultés, il faudra compter trois à cinq ans avant que la situation s'améliore ;
- enfin, reste la question essentielle de l'éducation. Les quatre «tigres», Corée, Taiwan, Singapour et Hong-kong, ont fait un effort important depuis 20 ans au niveau scolaire. Rien de cette ampleur n'a encore été entrepris en Thaïlande, en Indonésie ni même en Malaisie.

— Comment évaluez-vous le risque économique et politique de cette région ? Comment analysez-vous le rattachement de Hong-kong à la Chine ?

**A. K.** – Il existe un risque majeur : l'immobilier. De la même manière que, dans l'Europe occidentale des années 1950-1960, on peut affirmer que «quand le bâtiment va, tout va». Le secteur immobilier et hôtelier est en effet le plus important dans les pays à forte croissance. La difficulté d'anticiper la demande future est augmentée par la faiblesse des plans de développement préparés par les administrations locales.

Le second risque lié à celui-ci provient de l'importance des capitaux étrangers dans le financement de la croissance. Ces capitaux ont une tendance bien connue à exagérer les perceptions relatives, mais aussi à se comporter de façon grégaire.

Enfin, il y a la pression des grands prêteurs, voire des grands États, sur des questions comme les Droits de l'homme, par exemple l'attitude adoptée par les États-Unis en Birmanie.

Le risque politique est plus différencié. Il s'est aggravé en Indonésie. Le pays peut encore connaître des troubles sociaux et son avenir s'est quelque peu assombri du fait de l'incertitude liée à la succession du président Soeharto. En revanche, si l'Indonésie a un endettement extérieur élevé, son économie et ses entreprises restent solides. La Chine en comparaison semble avoir un risque plus faible, compte tenu du contrôle très ferme

des autorités sur la croissance. Cela étant, les effets de balancier dans l'appréciation de ce risque sont importants et rapides : il y a à peine deux ans, la Chine et Hong-kong étaient perçues comme à risque, les investisseurs privilégiant davantage les pays du Sud-Est asiatique. Aujourd'hui, la donne s'est inversée.

Quant à la rétrocession de Hong-kong, les tensions sont positives. On constate un fort engouement des investisseurs pour les valeurs cotées à Hong-kong, y compris les entreprises chinoises dites *red chips* qui introduisent en bourse des actifs chinois. A terme, on peut sans doute s'attendre à une certaine dégradation de l'environnement des affaires, mais cette place continuera de jouer un rôle de tout premier plan.

— Le retour de Hong-kong dans l'orbite chinoise ne va-t-il pas accélérer l'émergence de nouvelles places financières locales (Singapour, Shanghai...)?

**A. K.** – On pouvait se poser la question il y a trois ans. A l'époque, de nombreuses sociétés, y compris financières, choisissaient de s'implanter ou de localiser le développement de leurs moyens et de leurs effectifs, comme c'est le cas de Paribas, plutôt à Singapour. Aujourd'hui, cette question n'est plus d'actualité. Hong-kong possède

## La stratégie de Paribas en Asie

### *Quelles sont les activités de Paribas en Asie ?*

A. K. - Paribas a l'avantage d'avoir développé un fonds de commerce au cours des quinze à vingt dernières années de présence bancaire dans la région.

Notre capacité à proposer des produits de *capital markets* et de conseil peut maintenant être apportée à moindre frais à nos clients.

L'acquisition d'un courtier actions de taille significative, Asia Equity, était le chaînon manquant à cette stratégie.

Pour atteindre le niveau d'excellence et la visibilité indispensable dans notre métier, nous avons mis l'accent sur cinq secteurs économiques : les médias et télécommunications, la technologie, les mines et métaux, le pétrole et

le gaz ainsi que les institutions financières.

### *Paribas a annoncé sa volonté de continuer à investir dans les entreprises locales. Comment s'opère la sélection ?*

A. K. - Les entreprises dans lesquelles nous investissons sont presque toujours identifiées par notre réseau, cela signifie que nous les

connaissons. Si ce n'est pas le cas, c'est alors grâce à un des partenaires co-investisseurs avec qui nous avons une relation déjà établie, qui joue le rôle de prescripteur.

La sélection se fait en Asie car nous avons une équipe spécialisée à Hong-kong, puis les dossiers sont présentés au siège pour décision.

des forces pour l'instant incontournables : sa taille (deux fois celle de Singapour), la sophistication de ses techniciens (Hong-kong est davantage une place *capital markets*, Singapour plutôt une place Forex et *money market*), son réservoir de ressources humaines (la Chine), enfin l'attraction que cette ville vibrante exerce sur les jeunes expatriés de la région.

Toutefois, il ne faut pas négliger les problèmes potentiels liés à l'après juillet 1997. En fait, on peut penser que les grands groupes financiers, et ceci pour le futur proche, rechercheront un équilibre entre Singapour et Hong-kong.

Shanghai se développe extrêmement vite, le marché monétaire du Rimimbi y sera localisé, et une présence bancaire locale est désormais un impératif. D'ailleurs Paribas vient d'y

ouvrir sa première succursale en Chine. Mais Pékin, siège des décideurs politiques, est également incontournable.

Enfin, nous assistons en Asie à un phénomène assez semblable à celui observé en Europe : chaque grande capitale ou État voudra assurer sa suprématie financière, au moins en ce qui concerne ses propres instruments financiers nationaux. On peut donc parier que pour encore une dizaine d'années, un nombre élevé de places subsisteront.

### *Quel rôle joue en la matière les pouvoirs publics : libéralisme poussé à Hong-kong, réglementation contraignante dans d'autres pays ?*

A. K. - Libéralisme à Hong-kong ne rime pas avec anarchie. La HKMA,

commission bancaire de la place, est extrêmement vigilante en matière de contrôle interne par exemple. Mais il est vrai qu'il est plus aisé aujourd'hui d'exercer des activités bancaires à partir de Hong-kong que d'autres places asiatiques, en raison de l'environnement réglementaire moins contraignant. L'image n'est pourtant pas figée.

### *Quelle est l'évolution des marchés d'actions dans les pays de la zone asiatique ?*

A. K. - L'Asie est avant tout un marché actions. La raison principale en est que le risque industriel est en général élevé et qu'une participation au capital est donc plus motivante qu'un prêt. Jusqu'à la récession financière de ces douze derniers mois, les marchés boursiers ont enregistré un déve- ➤

loppement important. Depuis 1991, le volume des nouvelles émissions a été multiplié par six dans la région. Il est intéressant de noter qu'un mouvement de balancier existe en permanence entre les pays de la zone : depuis le début de l'année, quasiment aucune opération nouvelle n'a vu le jour en Corée et en Thaïlande en raison des événements économiques négatifs qui les ont affectés ; pourtant le volume d'émissions d'actions du premier trimestre 1997 est en hausse grâce à la Chine, l'Inde et l'Australie qui ont pris le relais.

#### — Qu'en est-il des marchés obligataires...

**A. K.** – Bien qu'ayant connu un développement rapide ces dernières années, la croissance du marché obligataire a été bien plus modeste que celle du marché des actions. Seule la Corée, qui est un des pays les plus avancés dans son développement après le Japon, a un marché obligataire local comparable à celui que nous connaissons en Europe, avec la présence d'emprunts d'État, d'entreprises publiques ou de grands groupes privés.

Toutefois, les entreprises recourent de plus en plus aux émissions obligataires, le plus souvent libellées en dollars US : entre 1991 et 1996, le montant des nouvelles émissions obligataires a été multiplié par cinq, tandis que le marché des prêts syndiqués n'augmentait que de 70 %. Il est vraisemblable que cette tendance va se poursuivre. Les entreprises locales, par exemple chinoises, ont des besoins considérables et recherchent à diversifier leurs fonds et à développer des sources de financement moins chères. Comme dans le même temps l'autofinancement s'affaiblit, les marchés obligataires sont un créneau prioritaire pour les banques internationales, qui tentent de s'y affirmer.

#### — ... des marchés d'instruments financiers ?

**A. K.** – Il existe un marché actif de certificats de dépôts, lettres de change et produits dérivés en Asie du Sud-Est (Malaisie, Indonésie, Thaïlande), dont les monnaies souvent rattachées à des «paniers dollars», offrent des possibilités d'arbitrage. Les acteurs, dominés par la communauté financière, y sont de plus en plus nombreux.

#### — Quel bilan peut-on faire des systèmes bancaires locaux ?

## L'Asie dans les résultats du groupe Paribas

Au 31 décembre 1996, en % de l'activité globale du groupe.

### Part de l'Asie dans les produits d'exploitation bancaire

Intérêts et produits assimilés.....	4,7 %
Commissions nettes .....	2,0 %
Gains ou pertes nets sur opérations financières et diverses .....	2,8 %

### Part de l'Asie dans les encours débiteurs\*

Trésorerie et opérations interbancaires .....	20,7 %
Opérations avec la clientèle .....	10,2 %
Crédit-bail .....	0,0 %
Titres reçus en pension livrée .....	0,1 %

\* Y compris organismes garantissant l'engagement.

Source : Banque Paribas, rapport annuel 1996.

**A. K.** – Ils sont extrêmement fragiles et souvent mal contrôlés. Les plus vulnérables aux yeux des agences de *rating* sont en Chine et en Indonésie. La situation chinoise est la plus préoccupante, l'attitude des autorités en cas de faillite bancaire est imprévisible. En revanche, les autorités indonésiennes s'efforcent par tous les moyens d'éviter des catastrophes en incitant les banques saines à reprendre les établissements en péril. Dans un deuxième groupe, se trouvent les systèmes bancaires thaïlandais et indiens. En Thaïlande, la banque centrale a vivement réagi afin d'éviter le risque systémique. Le problème essentiel reste la situation immobilière des pays considérés. A ce titre, la Thaïlande et certaines provinces chinoises sont les plus exposées. En Thaïlande, la crise majeure aura des répercussions durables sur le développement économique du pays. Il n'est pas impossible qu'une situation analogue quoique d'ampleur moindre n'apparaisse d'ici un an aux Philippines par exemple.

#### — Quelles sont les activités développées par les banques étrangères dans ces pays ?

**A. K.** – Les banques peuvent être classées en deux groupes : les banques

d'affaires, souvent américaines, et les grandes banques commerciales. Aujourd'hui, à quelques exceptions près, les deux parties sont en compétition pour le même fonds de commerce : les grandes entreprises et les États, pour leurs besoins de financement (actions, obligations et prêts syndiqués de plus en plus souvent sur des opérations sans recours). Quelques unes ont une activité tournée davantage vers le crédit à la consommation, voire la banque de réseau (Citibank, HSBC, Chase Manhattan). Ces banques sont aujourd'hui incontestablement les plus profitables en raison du vif développement démographique et de la hausse du niveau de vie.

#### — La rentabilité dégagée localement ne risque-t-elle pas de s'amoinrir sous l'effet de la concurrence ?

**A. K.** – Oui, sans doute, bien que la demande augmente rapidement. Il y a, par exemple, un potentiel en matière de produits dérivés et de conseil, ce dernier service étant encore peu développé dans la région. Le problème essentiel réside dans le choix des cibles afin d'apporter une gamme complète de produits, à un coût acceptable et de qualité indiscutable.

#### — Comment peut-on gérer les risques sur ces marchés ?

**A. K.** – Il n'y a pas de particularismes régionaux en la matière. Des équipes de contrôle efficaces, indépendantes des opérateurs, sont la solution universelle. Chez Paribas, le contrôle interne est organisé par métiers afin de donner la meilleure technicité aux contrôleurs. Trois responsabilités régionales existent : banque commerciale et fonctions centrales, marchés de capitaux et de trésorerie, enfin gestion d'actifs et titres. Les contrôleurs sont totalement indépendants des métiers dont ils s'occupent. Ils rapportent au département inspection et contrôle de la banque et n'ont qu'une ligne pointillée dans le territoire vers le directeur de l'implantation.

En fait, le danger vient souvent des plus petites unités, où le risque de collusion entre *back* et *front office* est plus fort en raison de moyens humains souvent limités. Enfin, on peut noter l'émergence de la fonction déontologique dans la région, notamment en matière de blanchiment d'argent et de délit d'initié. ■

Propos recueillis par Élisabeth Coulomb